

RCA NOV 26 1345  
248455 COME UR  
21877 COMEU B  
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.  
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
REF: 19:45 26-11-82 000032159 - 000037750

TELEX NO 210021-SG / BERL 11/50

1	
TR.	
I.S.	
FIN.	to
AGR.	
ENE.	all
R.D	
ADM.	
S.A.	
	+ Capital file

TELEX HEBDOMADAIRE NR 105 DU 26.11.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

## 1. INTRODUCTION

### 1.1 PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN (3/4 DECEMBRE)

LA COMMISSION A PROCEDE A LA PREPARATION DU CONSEIL QUI SE TIENDRA A COPENHAGUE. COMPTE TENU DES TRAVAUX PREPARATOIRES DU CONSEIL ECO/FIN ET DU CONSEIL MIXTE AFFAIRES SOCIALES/ECO/FIN, ELLE A PRECISE LES POINTS SUR LESQUELS ELLE DEMANDERA AU CONSEIL DE S'ENGAGER, NOTAMMENT EN MATIERE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT, D'APPROFONDISSEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR ET D'EXTENSION DES MOYENS DU NOUVEL INSTRUMENT COMMUNAUTAIRE. LA COMMISSION A DEJA ENVOYE AU CONSEIL SON INVENTAIRE SUR LES PRINCIPAUX PROBLEMES POSES PAR L'ELARGISSEMENT. ELLE LUI ADRESSERA EGALEMENT, COMME A CHACUNE DE SES SESSIONS, UNE NOTE FAISANT LE POINT DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DANS LA COMMUNAUTE.

LORS DU DERNIER CONSEIL, LA PRESIDENCE A CONFIRME SON INTENTION DE PROPOSER LES THEMES SUIVANTS DANS LE DOMAINE COMMUNAUTAIRE : MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DEFINIE PAR LE CONSEIL EUROPEEN DES 29 ET 30 MARS, L'ELARGISSEMENT ET LES RELATIONS AVEC LES ETATS UNIS (ATTAQUES CONTRE LA PAC). ELLE FERA EGALEMENT DE BREVES DECLARATIONS, N'APPELANT PAS DE DEBAT AU FOND, SUR 'LA SOLUTION ULTERIEURE' (CONF. PARA 2.1), L'ACTE GENSCHER/COLOMBO (PARA 5.1) ET L'UNION EUROPEENNE (SUR LAQUELLE LE CONSEIL A APPROUVE LE RAPPORT HABITUEL DE FIN D'ANNEE).

## 2. AFFAIRES INTERIEURES

### 2.1 BUDGET

APRES AVOIR TENU UNE REUNION DE CONCERTATION AVEC UNE DELEGATION DU PARLEMENT CONDUITE PAR LE PRESIDENT DANKERT, LE CONSEIL A VOTE EN DEUXIEME LECTURE DES CREDITS QUI, SUR PLUSIEURS POINTS IMPORTANTS, TIENNENT COMPTE ASSEZ LARGEMENT DES PREOCCUPATIONS DU PARLEMENT, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LE FONDS SOCIAL ET LE FONDS REGIONAL. IL EST PERMIS D'ESCOMPTE QU'UN DIALOGUE CONSTRUCTIF POURRA S'OUVRIRE ENTRE CONSEIL ET PARLEMENT LORS DE LA DERNIERE PHASE DE LA PROCEDURE BUDGETAIRE A LA MI-DECEMBRE (VOTE FINAL DU BUDGET PAR LE PARLEMENT).

(LES AUGMENTATIONS DECIDEES SUR D.N.O. S'ELEVENT A 419 MIO ECU EN CREDITS D'ENGAGEMENTS (DONT PVDNA 20 MIO ET FAIM DANS LE MONDE 10 MIO) ET A 325 EN CREDITS DE PAIEMENTS).

POUR CE QUI CONCERNE LA 'SOLUTION ULTERIEURE' DU PROBLEME DE LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE, LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' A DEMANDE AU COREPER D'EXAMINER LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION ET DE FAIRE RAPPORT POUR LE MOIS DE JANVIER. LE PRESIDENT THORN A EXPLIQUE POURQUOI LA COMMISSION PROPOSE UNE SOLUTION INTERIMAIRE A MOYEN TERME DE DEUX A TROIS ANS ET NON PAS UNE SOLUTION 'ULTERIEURE' VALABLE A PARTIR DE 1983. IL A SOULIGNE LE SOUHAIT DE LA COMMISSION QUE L'ARRANGEMENT RECHERCHE CONSTITUE LA DERNIERE MESURE INTERIMAIRE DE CE TYPE AVANT LA REFONTE DU SYSTEME BUDGETAIRE DE LA COMMUNAUTE.

432

LE CONSEIL A DECIDE LA CREATION D'UN COMITE A UN NIVEAU, AVEC DES REPRESENTANTS PERSONNELS DES MINISTRES DE LA RECHERCHE, QUI DEVRA FAIRE RAPPORT DANS LES 10 JOURS DE L'AVENIR DE SUPER-SARA. IL DEVRA VERIFIER QUE L'ACCROISSEMENT DES RESSOURCES FINANCIERES DEMANDE NE SE FAIT PAS AU DETRIMENT D'AUTRES ACTIVITES DU CENTRE PENDANT LES ANNEES 1982 ET 83.

M. DAVIGNON A INSISTE POUR QUE L'OPERATION BUDGETAIRE PUISSE ETRE DENOUEE AU PROCHAIN CONSEIL ''BUDGET'' (13 DECEMBRE).

### 2.3 ACIER : TRAVAUX DE LA COMMISSION

LORS DE LA REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE UN CONSENSUS S'EST DEGAGE SUR :

- LA NECESSITE D'ARRETS SUBSTANTIELS D'INSTALLATION POUR REEQUILIBRER OFFRE ET DEMANDE.
- L'INSUFFISANCE DES REDUCTIONS DE CAPACITES NOTIFIEES A LA COMMISSION DANS LE CADRE DU CODE DES AIDES.
- L'OBJECTIF D'UNE REDUCTION DE 30 A 35 MILLIONS DE TONNES A ATTEINDRE AVANT LE 1ER JUILLET 1983.

LES MINISTRES ONT EGALEMENT ASSURE LA COMMISSION DE LEUR SOUTIEN AUX MESURES D'ACCOMPAGNEMENT PROPOSEES QUI ONT ETE EXAMINEES DES LE LENDEMAIN AVEC LES EXPERTS NATIONAUX :

- ORGANISATION DE MARCHÉ : PRIX ET QUANTITES,
- VOLET EXTERNE,
- CONTROLE DES AIDES,
- MESURES DE RECONVERSION ET D'EMPLOI (ASPECTS BUDGETAIRES NOTAMMENT).

CETTE SEMAINE LA COMMISSION A APPROUVE UN ENSEMBLE DE DISPOSITIONS POUR LA MISE EN PRATIQUE DES DECISIONS D'HELSINGOR (LA PLU-PART RELEVANT DE LA SEULE COMPETENCE DE LA COMMISSION AU TITRE DU TRAITE CEE), NOTAMMENT : PUBLICATION PERIODIQUE DES PRIX D'ORIENTATION ET CONTROLE RENFORCE DES PRIX, CONTROLE DES AIDES ET POSSIBILITE D'INTERDIRE LES AIDES AU FONCTIONNEMENT SI LES PRIX D'UNE ENTREPRISE SONT INFERIEURS AUX PRIX D'ORIENTATION.

LA COMMISSION A EGALEMENT PRIS POSITION SUR LES MESURES D'AIDES LIEES A DES PLANS DE RESTRUCTURATION QUI, D'APRES LE CODE DES AIDES A LA SIDERURGIE, DEVAIENT LUI ETRE NOTIFIEES AVANT LE 1ER OCTOBRE DERNIER. POUR UNE SERIE DE PROJETS DE NEUF ETATS MEMBRES, LA COMMISSION A ETE AMENEES A OUVRIR LA PROCEDURE DE L'ARTICLE 8 DU CODE, QUI A POUR BUT DE PERMETTRE UN EXAMEN PLUS DETAILLE DES MESURES EN VUE D'ABOUTIR A UNE DECISION FINALE DE LA COMMISSION. CES DECISIONS DOIVENT INTERVENIR PENDANT LE PREMIER SEMESTRE DE 1983. LES AIDES ENVISAGEES NE PEUVENT ETRE MISES EN VIGUEUR QU'APRES ACCORD DE LA COMMISSION. CET ACCORD NE SERA DONNE QU'APRES QUE LA COMMISSION SE SERA ASSUREE QUE LES DIVERSES MESURES DE RESTRUCTURATION ENVISAGEES DANS CHAQUE PAYS FORMENT UN ENSEMBLE EQUILIBRE ET OFFRENT UNE PERSPECTIVE RAISONNABLE DE VIABILITE A LA SIDERURGIE EUROPEENNE.

DE SON COTE, LE PARLEMENT A ADOPTE LE 18 NOVEMBRE UNE RESOLUTION SUR LA CRISE DE LA SIDERURGIE. LES ORATEURS ETAIENT TOUS D'ACCORD POUR RECLAMER UNE POLITIQUE COURAGEUSE, ASSOCIANT TOUS LES INTERESSES A SA DEFINITION ETHA SA MISE EN OEUVRE ET EN EQUILIBRANT LES SACRIFICES NECESSAIRES.

### 2.4 SUITES CONSEIL ''PECHE''

APRES CONSULTATION DES AUTRES DELEGATIONS ET DE M. GALLAGHER, LA PRESIDENCE A FIXE AU LUNDI 29 NOVEMBRE LA REPRISE DES TRAVAUX DE LA SESSION SUSPENDUE LE 9 NOVEMBRE AVEC UN ORDRE DU JOUR INCHANGE (IL EST A NOTER QUE CETTE SESSION SE TIENDRA A LA VEILLE DU CONSEIL EUROPEEN).

## 3. ELARGISSEMENT

### 3.1 DEBAT DU PARLEMENT SUR L'ELARGISSEMENT

LE PARLEMENT S'EST PRONONCE EN FAVEUR DE L'ADHESION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL DANS LES DELAIS INITIALEMENT FIXES (DEBUT 1984) MAIS A REPOUSSE LE DELAI RELATIF A LA CONCLUSION DES NEGOCIATIONS (30 MARS 1983 AU LIEU DE FIN 1982). IL PLAIDE POUR UNE NOUVELLE CONCEPTION D'UNE POLITIQUE GLOBALE MEDITERRANEEENNE, PRECONISE, OUTRE LE DEPASSEMENT DU PLAFOND DE 1-0/0 DE LA TVA, QUE LA BEI ACCROISSE SES PRETS ET SOULIGNE LA NECESSITE D'ADAPTER, AVANT L'ADHESION, L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE POUR LES PRODUITS AGRICOLES SENSIBLES.

### 3.2 ADHESION PORTUGAL

LA CONFERENCE MINISTERIELLE S'EST BORNEE A RESUMER LE TRADITIONNEL "ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX".

M. NATALI A CONSTATE QU'UN NOMBRE IMPORTANT DE CHAPITRES SONT PRATIQUEMENT REGLES : MOUVEMENTS DE CAPITAUX, TRANSPORTS, POLITIQUE REGIONALE, QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES, EURATOM, UNION DOUANIERE DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL, CEE, RELATIONS EXTERIEURES, DROIT D'ETABLISSEMENT ET SERVICES, FISCALITE. IL A REGRETTE QUE LA COMMUNAUTE N'AIT PAS PU ENCORE SE PRONONCER SUR LE CHAPITRE AGRICOLE.

M. NATALI A EXPRIME L'AVIS DE LA COMMISSION QUE LES PROPOSITIONS DE SOLUTION RECENTMENT SOUMISES AUX ETATS MEMBRES DANS LE CADRE DE L'"INVENTAIRE DES PROBLEMES DE L'ELARGISSEMENT" DEMANDE PAR LE CONSEIL EUROPEEN SONT DE NATURE A SURMONTER LES DIFFICULTES RESISTANTES ET PERMETTRE DE MENER A BONNE FIN LES NEGOCIATIONS DANS DES DELAIS RAISONNABLES.

(ATTENTION DIS : AUPARAVANT, DANS LE CADRE DU CONSEIL A DIX, M. NATALI AVAIT INDIQUE QUE LA COMMISSION AVAIT MIS A L'ETUDE LES PROPOSITIONS FRANCAISES D'UNE PERIODE DE TRANSITION PAR ETAPES POUR CERTAINS SECTEURS AGRICOLES. IL A REGRETTE LE CARACTERE TARDIF DE CES PROPOSITIONS SOULIGNANT L'AMPLEUR ET LA COMPLEXITE DE CETTE ETUDE QUI EST SUSCEPTIBLE D'ENTRAINER UN RETARD DANS LA PRESENTATION D'UNE POSITION COMMUNE SUR L'AGRICULTURE.

M. NATALI A RAPPELE QUE LA FORMULE DE COMPROMIS AVANCEE PAR LA PRESIDENCE SUR UN PROJET DE DECLARATION DE LA COMMUNAUTE RELATIVE A L'AGRICULTURE AURAIT ETE UTILE ET AURAIT PERMIS DE POURSUIVRE, EN PARALLELE ET SANS AUCUN RETARD, L'EXAMEN DES IDEES FRANCAISES. IL A REGRETTE QUE CETTE FORMULE N'AIT ETE REJETEE PAR LA DELEGATION FRANCAISE.

M. NATALI A INFORME LE CONSEIL QUE, DANS SON EXAMEN, LA COMMISSION DEVRA COUVRIR L'ENSEMBLE DES SECTEURS AGRICOLES ET PAS SEULEMENT CEUX PROPOSES PAR LA FRANCE.

LA COMMISSION SERA INVITEE A APPRECIER LE RESULTAT DE L'EXERCICE A CARACTERE COMPLEXE QUE SES SERVICES EFFECTUENT ACTUELLEMENT ET LES OPTIONS QUI POURRAIENT EN DECOULER ET CE AFIN DE LES PRESENTER AU CONSEIL. FIN DIS).

### 4. RELATIONS EXTERIEURES

#### 4.1 PAYS DE L'EST

A L'ISSUE D'UNE REUNION MINISTERIELLE DE COOPERATION POLITIQUE TENUE LE 23 NOVEMBRE, LE PRESIDENT ELLEMANN-JENSEN A DONNE A LA PRESSE LES INDICATIONS SUIVANTES :

#### CSCE

LES MINISTRES ONT NOTE AVEC SATISFACTION QUE LES ORIENTATIONS DES DIX, TENDANT A OBTENIR UN DOCUMENT DE CLOTURE SUBSTANTIEL ET EQUILIBRE, ONT RECU L'APPUI DES PAYS ALLIES ET AMIS. ILS ONT DONNE INSTRUCTION A LEURS DELEGATIONS A MADRID D'OEUVRER DANS CETTE PERSPECTIVE, EN COOPERATION AVEC D'AUTRES DELEGATIONS ET EN MAINTENANT DES CONTACTS ETROITS AVEC LES PAYS NEUTRES ET NON-ALIGNES.

#### POLOGNE

LES MINISTRES ONT EXPRIME LE SOUHAIT DE POUVOIR DEVELOPPER LEURS RELATIONS AVEC LA POLOGNE ET LE PEUPLE POLONAIS. ILS ONT PRIS NOTE DE LA MISE EN LIBERTE DE LECH WALESA, QUI POURRAIT ETRE UN PAS VERS LA NORMALISATION DE LA SITUATION. TOUTEFOIS, LES DIX ESTIMENT QU'IL EST TROP TOT POUR SE PRONONCER SUR CE SUJET. ILS VEILLERONT ATTENTIVEMENT SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION.

#### URSS

LES MINISTRES ONT NOTE AVEC INQUIETUDE QUE LE CLIMAT INTERNATIONAL RESTE TENDU. ILS ONT EXPRIME LEUR INTERET A PROMOUVOIR UNE EVOLUTION PLUS POSITIVE A TRAVERS UN DIALOGUE RENFORCE. A CET EGARD, ILS EXAMINERONT ATTENTIVEMENT TOUTE PRISE DE POSITION DE LA PART DES NOUVEAUX DIRIGEANTS SOVIETIQUES.

4.2 MOYEN-ORIENT

TOUJOURS A L'ISSUE DE LA REUNION DE COOPERATION POLITIQUE, SE REFERANT A SON RECENT VOYAGE AU LIBAN ET EN JORDANIE, M. ELLEMANN-JENSEN A INDIQUE QU'IL Y AVAIT L'ESPOIR D'UNE AMORCE D'UNE SOLUTION.

LE MINISTRE DANOIS A ETE CHARGE PAR LES DIX DE SE RENDRE EN ISRAEL, DANS LE CADRE DES CONTACTS TANT AVEC ISRAEL QU'AVEC LES PAYS ARABES, AFIN DE FAIRE VALOIR AU GOUVERNEMENT ISRAELIEN NOTAMMENT LES EFFETS DOMMAGEABLES DE LEUR POLITIQUE DANS LES TERRITOIRES OCCUPES, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE L'IMPLANTATION DES COLONIES DE PEULEMENT. IL RENDRAIT SES INTERLOCUTEURS ATTENTIFS EGALEMENT AU FAIT QUE L'IMPULSION POLITIQUE DE LA DECLARATION DU PRESIDENT REAGAN ET DU SOMMET ARABE DE FES RISQUAIT D'ETRE AFFAIBLIE SI LES AUTORITES ISRAELIENNES NE FAISAIENT PAS PREUVE DE SOUPLESSE.

4.3 RECONSTRUCTION AID FOR LEBANON

ON 22 NOVEMBER THE COUNCIL DECIDED, IN VIEW OF THE IMPORTANCE WHICH IT ATTACHES TO COMMUNITY ACTION TO MEET THE MOST URGENT NEEDS OF LEBANESE RECONSTRUCTION, TO REQUEST THE EUROPEAN INVESTMENT BANK TO ALLOCATE 50 MILLION ECU FROM ITS OWN RESSOURCES AS ADDITIONAL EXCEPTIONAL AID TO LEBANON IN THE FORM OF LOANS FOR THE EXECUTION OF RECONSTRUCTION PROJECTS.

4.4 AMERIQUE CENTRALE

LE 22 NOVEMBRE, LE CONSEIL EST TOMBE D'ACCORD POUR UN ACCROISSEMENT DE L'AIDE TECHNIQUE ET FINANCIERE (TITRE 930) DE 1982 POUR L'AMERIQUE CENTRALE DE L'ORDRE DE 30 MUCE. CETTE SOMME EST A TIRER D'UN MONTANT DE FINANCEMENT SUPPLEMENTAIRE DE 58 MUCE RETENU PAR LE CONSEIL BUDGETAIRE. LE MONTANT SERVIRA SURTOUT A FINANCER DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LE CADRE DE PROGRAMMES DE RESTRUCTURATION AGRAIRE. BENEFICIERONT DE CETTE AUGMENTATION LE COSTA RICA, LA REPUBLIQUE DOMINICAINE ET L'HONDURAS. CECI PERMETTRA DE DEGAGER DES FONDS EQUIVALENTS DE L'AIDE "NORMALE" TANCE AU NICARAGUA.

4.5 OAPEC COUNTRIES

(VISIT BY MR AUDLAND AND MR BRONDEL TO SAUDI ARABIA AND KUWAIT 14-17 NOVEMBER 1982)

IN SAUDI ARABIA AN EXTENSIVE EXCHANGE OF VIEWS ON ENERGY MATTERS TOOK PLACE WITH MR AL HUSSEINI, DIRECTOR-GENERAL OF ENERGY, AND THERE WAS A SHORTER MEETING WITH MR TAHER, GOVERNOR OF PETROMIN. BOTH FAVOURED THE DEVELOPMENT OF CONTACTS WITH THE COMMISSION AND SHOWED INTEREST IN THE DEVELOPMENT AND EFFETS OF THE COMMUNITY'S ENERGY STRATEGY.

WITH OAPEC IN KOWEIT THE TWO SIDES DISCUSSED DEVELOPMENTS CONCERNING ENERGY POLICIES AND TOUCHED ON ENERGY RESOURCE AVAILABILITIES AND CHANGING PATTERNS OF FUEL DEMAND AND CONSUMPTION IN THE TWO REGIONS. THEY ALSO ADDRESSED THE PROBLEMS OF DEVELOPING COUNTRIES, MAKING SPECIAL REFERENCE TO THE POSSIBILITIES OF ASSISTANCE IN ENERGY PLANNING. IN ADDITION, THEY DISCUSSED AREAS OF COOPERATION IN ENERGY RESEARCH, DEVELOPMENT AND DEMONSTRATION (R D AND D) AND IDENTIFIED CERTAIN COMMUNITY ACTIVITIES IN WHICH OAPEC COULD PARTICIPATE.

THE TWO SIDES AGREED THAT INFORMATION ON ENERGY POLICY AND DATA ON ENERGY SUPPLY AND DEMAND IN BOTH REGIONS WILL BE EXCHANGED ON AN ONGOING BASIS. CONCERNING TRAINING, IT WAS AGREED THAT OAPEC AND THE EUROPEAN COMMISSION WILL CONTINUE AND EXPAND THEIR TRAINEE EXCHANGE PROGRAMME. OAPEC, ON ITS PART, EXPRESSED WILLINGNESS TO RECEIVE PERSONNEL FROM THE COMMISSION WISHING TO LEARN ABOUT OAPEC.

#### 4.6 SESSION MIN E ELLE DU GATT

-----  
THE COUNCIL (FOREIGN AFFAIRS) AT ITS MEETING ON 22 NOVEMBER RECEIVED A REPORT ON THE LATEST DEVELOPMENTS IN GENEVA IN THE PREPARATIONS FOR THE GATT MINISTERIAL CONFERENCE (24-27 NOVEMBER). THE COUNCIL NOTED THAT VARIOUS FEATURES IN THE LATEST TEXT OF THE DECLARATION TO BE ADOPTED BY THE GATT MINISTERS WERE NOT SATISFACTORY AND AGREED THAT THE COMMISSION WOULD PURSUE THESE POINTS FURTHER IN GENEVA DURING THE CONFERENCE, AND THAT THE COUNCIL WILL MEET AS NECESSARY SUR PLACE TO TAKE FINAL DECISIONS ON THE COMMUNITY'S ATTITUDE.

(ON S'ATTEND QUE LA SESSION SE PROLONGE TARD CE WEEK-END. IL EN SERA RENDU COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE.)

#### 4.7 MEMORANDUM SUR LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

-----  
FAISANT SUITE AU CONSEIL "DEVELOPPEMENT" DU 8 NOVEMBRE, LE CONSEIL "AFFAIRES GENERALES" A POURSUIVI LA DISCUSSION DU MEMORANDUM DONT IL A SOULIGNE L'IMPORTANCE ET L'INTERET.

IL A CONCENTRE SON ATTENTION SUR LE CADRE DE LA FUTURE CONVENTION ET LES RESSOURCES FINANCIERES POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT. LE CONSEIL A RECONNU LA NECESSITE D'UN ACCROISSEMENT DES MOYENS BUDGETAIRES POUR LE DEVELOPPEMENT SANS POUR AUTANT ACCEPTER L'OBJECTIF PROPOSE PAR LA COMMISSION.

LA COMMISSION S'INSPIRERA DES DISCUSSIONS INTERVENUES DANS LE CADRE DES PROPOSITIONS CONCRETES QU'ELLE SERA AMENE E A FAIRE POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT. LE CONSEIL A PRIS NOTE EN PARTICULIER DE CE QUE LA COMMISSION SOUMETTRA SES PROPOSITIONS POUR LE RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE LOME EN MARS 1983.

LA COMMISSION A DEMANDE QUE LES TRAVAUX SE POURSUIVENT AU SEIN DU CONSEIL SUR LES ASPECTS DU MEMORANDUM QUI NE SERONT PAS COUVERTS PAR LA COMMUNICATION ANNONCEE POUR LE MOIS DE MARS EN VUE DES NEGOCIATIONS CEE-ACP.

#### 4.8 AIDE ALIMENTAIRE

##### A) REGLEMENT-CADRE

LE CONSEIL A ACCEPTE DE MODIFIER SON "ORIENTATION COMMUNE" EN MAINTENANT LA REGLE DE LA MAJORITE QUALIFIEE POUR LA FIXATION DES QUANTITES GLOBALES ET LE CHOIX DE PAYS ELIGIBLES. LA PRESIDENCE INFORMERA LE PARLEMENT ET INDIQUERA A CELUI-CI L'INTENTION DU CONSEIL D'ACHEVER LA PROCEDURE DE CONCERTATION SUR CETTE BASE (LE PRESIDENT DU CRP ENVISAGE DE FAIRE ADOPTER LE REGLEMENT SOUS POINT "A" A UN CONSEIL DEBUT DECEMBRE).

##### B) PROGRAMME COMPLEMENTAIRE 1982 D'AIDE EN CEREALES

LA RESERVE BRITANNIQUE SUR L'ADOPTION D'UN PROGRAMME COMPLEMENTAIRE DE 1 MIO. DE TONNES SERA LEVEE AU MOMENT OU LE CONSEIL ADOPTERA LE REGLEMENT-CADRE.

#### 4.9 ACP

##### A) SONS

LA COMMISSION VIENT DE COMMUNIQUER AU CONSEIL UNE PROPOSITION D'UN REGLEMENT DU CONSEIL ASSURANT UN TRAITEMENT PREFERENTIEL AUX IMPORTATIONS DES SONS EN PROVENANCE DES PAYS ACP CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2(2)(II) DE LA CONVENTION DE LOME.

##### B) AIDES A LA MAINTENANCE

SUITE AU CONSEIL "DEVELOPPEMENT" DU 8 NOVEMBRE, LE CRP EST PARVENU, AU PRIX DE QUELQUES "DECLARATIONS AU P.V.", A UN ACCORD PERMETTANT D'ETABLIR DES LIGNES DIRECTRICES POUR L'OCTROI D'AIDES A LA MAINTENANCE (AIDES CONTRIBUANT AU MAINTIEN DU FONCTIONNEMENT DES CAPACITES PRODUCTIVES D'UN SECTEUR DE L'ECONOMIE D'UN PAYS EN DEVELOPPEMENT). LA PRESIDENCE LE SOUMETTRA, SOUS POINT "A" LORS D'UN PROCHAIN CONSEIL.

REG/1 Global Telegram

REG/1 Global Telegram

REG/1 Global Telegram

REG/1 Global Telegram

REG/1 Global Telegram

REG/1 Global Telegram

4. 10 SIDERURGIE : ) EXTERNE 1983

LE CONSEIL A ADOPTE LE 22 NOVEMBRE LE MANDAT POUR 1983 PERMETTANT A LA COMMISSION DE NEGOCIER AVEC 14 PAYS TIERS LE RENOUVELLEMENT DES ARRANGEMENTS ACIER (LES VENTES DE CES PAYS COUVRENT ENVIRON 75 0/0 DES IMPORTATIONS TOTALES D'ACIER DE LA CEE).

PAR RAPPORT A 1982 LES DEUX MODIFICATIONS SUBSTANTIELLES CONSISTENT DANS L'ADOPTION D'UN TAUX DE REDUCTION DE 12,5 0/0 PAR RAPPORT A 1980 (AU LIEU DE 9,5 0/0) ET DANS LA POSSIBILITE DE MODULER LES SANCTIONS EN CAS DE VIOLATION PERSISTANTE DES PRIX (EN REDUISANT LA MARGE DE PENETRATION ACCORDEE AUX PAYS EN CAUSE). BIEN ENTENDU, COMME AUPARAVANT, IL RESTE POSSIBLE D'EXCLURE LE PRODUIT EN QUESTION DU BENEFICE DES REGLES DE PRIX DE L'ARRANGEMENT.

4.11 NEGOCIATIONS TEXTILES AMF

LE CONSEIL DU 22 A ADMIS LE PRINCIPE QUE LA COMMISSION UTILISE TOUS LES MOYENS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DES DIRECTIVES DES NEGOCIATIONS EN VUE DE CONCLURE LES ACCORDS AVEC LES FOURNISSEURS DOMINANTS (HONG KONG, COREE, MACAO). CECI IMPLIQUE DES REDUCTIONS D'ACCES UN PEU MOINS GRANDES QUE LE MONTANT DE 10 0/0 RECHERCHE JUSQU'A MAINTENANT.

QUANT AUX AUTRES NEGOCIATIONS, DES ACCORDS ONT ETE PARAPHEES CETTE SEMAINE AVEC LE BRESIL, L'INDONESIE, LA MALAISIE, LES PHILIPPINES ET SINGAPOUR (L'AUTRE MEMBRE DE L'ASEAN, LA THAILANDE AVAIT PARAPHE EN SEPTEMBRE).

IL RESTE A CONCLURE : HONG KONG, COREE, MACAO ET ARGENTINE.

4.12 PREFERENCES GENERALISEES

LE CONSEIL AFFAIRES ETRANGERES DES 22/23 NOVEMBRE A ARRETE LES PRINCIPES DU SCHEMA 1983 (LES TEXTES OFFICIELS SERONT FORMELLEMENT APPROUVES DEBUT DECEMBRE).

POUR LES PRODUITS AGRICOLES L'ELEMENT LE PLUS IMPORTANT EST L'OC-TROI AUX PAYS LES MOINS AVANCES D'UN TRAITEMENT EQUIVALENT A CELUI DES ACP. PAR AILLEURS, LE SCHEMA COMPORTE L'AMELIORATION DE PLUSIEURS MARGES PREFERENTIELLES ET L'INCLUSION DE QUELQUES NOUVEAUX PRODUITS. LA CHINE BENEFICIERA DE PREFERENCES POUR CERTAINS JUS DE FRUITS, LE CAFE SOLUBLE ET LES ANANAS.

LA LISTE DES PRODUITS INDUSTRIELS SENSIBLES EST AMENAGEE. CERTAINES EXCLUSIONS CONCERNANT LA CHINE ET LA ROUMANIE SONT LEVEES.

DANS LE SECTEUR DES TEXTILES AMF, LES AMELIORATIONS SUIVENT LES LIGNES PRINCIPALES RETENUES DANS LES NEGOCIATIONS BILATERALES. LES PLAFONDS SPECIFIQUES SONT AUGMENTES DE 2.5-0/0 POUR LE GROUPE II ET DE 5 0/0 POUR LE GROUPE III. POUR TOUTES LES CATEGORIES, L'OFFRE MINIMALE N'EST PLUS REPARTIE ENTRE LES ETATS MEMBRES (SAUF POUR LES 5 PAYS DOMINANTS).

LE SCHEMA DES TEXTILES NON AMF EST ADAPTE AU SCHEMA INDUSTRIEL.

4.13 ACCORDS PRODUITS

A) SUCRE

LA COMMUNAUTE A PARTICIPE COMME OBSERVATEUR A LA RECENTE SESSION DU CONSEIL DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU SUCRE (LONDRES, 18/19 NOVEMBRE). LES DEUX POINTS PRINCIPAUX TRAITAIENT DE L'ASSAINISSEMENT DU MARCHE MONDIAL, EN PLEIN MARASME, ET DES PERSPECTIVES DE NEGOCIATION D'UN NOUVEL ACCORD (L'ACTUEL EXPIRE FIN 1984).

LA COMMUNAUTE, QUI S'EST ELLE MEME IMPOSE DES DISCIPLINES IMPORTANTES ET SE DEFEND DES ATTAQUES INJUSTIFIEES DONT SA POLITIQUE SUCRIERE EST SOUVENT L'OBJET, A REAFFIRME SA VOLONTE DE CONTRIBUER DE FACON CONSTRUCTIVE A CES DEUX ENTREPRISES. C'EST DANS CET ESPRIT QU'ELLE PARTICIPERA AUX TRAVAUX PREPARATOIRES DE L'OIS POUR UNE CONFERENCE DE NEGOCIATION POUR UN NOUVEL ACCORD QUI SE TIENDRA A GENEVE EN MAI 1983.

ELLE A TOUTEFOIS REGRETTE QUE LES MEMBRES DE L'OIS N'AIENT PAS ACCUPTÉ LE DIALOGUE SUR L'ASSAINISSEMENT DU MARCHÉ MONDIAL. EN EFFET, CEUX-CI ONT PRÉFÉRÉ EXIGER DES ENGAGEMENTS FORMELS DE LA PART DE LA COMMUNAUTÉ SANS S'ENGAGER EUX-MEMES À PRENDRE DES MESURES PARALLÈLES.

#### B) CAOUTCHOUC/ETAIN

LE MINISTRE MALAISIEU DES MATIÈRES PREMIÈRES S'EST ENTRETENU LE 24 NOVEMBRE AVEC LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON DES ACCORDS CAOUTCHOUC ET ETAIN. CEUX-CI ONT FONCTIONNÉ DE FAÇON SATISFAISANTE, LES PRIX ÉTANT RESTÉS DANS LA FOURCHETTE, MAIS LES INTERVENTIONS ONT CÔTÉ TRÈS CHER AUX PAYS CONSOMMATEURS. OR LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA DEMANDE NE SONT PAS FAVORABLES. LE MINISTRE MALAISIEU A DÉMENTI FORMELLEMENT LES RUMEURS DE "MANIPULATION ET DE CARTELISATION" DE LA PART DES GOUVERNEMENTS PRODUCTEURS ET AFFIRMÉ LEUR VOLONTÉ DE RESPECTER INTÉGRALEMENT LA LETTRE ET L'ESPRIT DES ACCORDS DE PRODUITS.

(À LA SUITE DES TRAVAUX DE LA 5ÈME SESSION DU CONSEIL DE L'ACCORD INRO QUI S'EST TENUE À KUALA LUMPUR LE 19 NOVEMBRE, ON S'ATTEND À UNE SESSION SPÉCIALE DU CONSEIL EN FÉVRIER CAR AVANT CETTE DATE LE NIVEAU DU STOCK AURA CERTAINEMENT ATTEINT 300 000 T., CE QUI IMPOSERAIT UNE RÉVISION EN BAISSÉ DE LA FOURCHETTE).

#### 4.14 CONVENTIONS INTERNATIONALES

-----

##### A) DROIT DE LA MER

LE CONSEIL A DÉCIDÉ QUE LA COMMUNAUTÉ ET LES ÉTATS MEMBRES SIGNERONT L'ACTE FINAL (TELEX DU 15.10.82) LE 6 DÉCEMBRE À LA JAMAÏQUE. DE CE FAIT, ILS POURRONT PARTICIPER AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION PRÉPARATOIRE QUI METTRA EN PLACE LES MODALITÉS D'APPLICATION DE LA CONVENTION. PAR CONTRE, LE CONSEIL N'A PAS ENCORE PRIS DÉ DÉCISION EN CE QUI CONCERNE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION ELLE-MÊME. (QUATRE ÉTATS MEMBRES (DK, FR, GR, IRL) ONT CONFIRMÉ LEUR INTENTION DE SIGNER LA CONVENTION À LA SESSION DE MONTEGO BAY).

##### B) CONVENTION DE PARIS SUR LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

LE CONSEIL A APPROUVÉ À LA MAJORITÉ QUALIFIÉE LES LIGNES DIRECTRICES DE L'ACTION COMMUNE À MENER PAR LES ÉTATS MEMBRES LORS DE LA REPRISÉ DE LA 3ÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE À GENÈVE (23-27 NOVEMBRE) SUR LA RÉVISION DE LA CONVENTION. CETTE DÉCISION FAIT OBLIGATION AUX ÉTATS MEMBRES D'ACCEPTER LE TEXTE EN DISCUSSION QUI PERMETTRAIT AUX PVD DE PRENDRE DES MESURES PLUS RADICALES À L'ÉGARD DES TITULAIRES DES BREVETS EN CAS DE NON-EXPLOITATION.

SUR LE PLAN POLITIQUE, IL S'AGIT D'UNE DES RARES OCCASIONS OU PVD ET PAYS INDUSTRIALISÉS SONT D'ACCORD SUR UN TEXTE.

#### 5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

-----

##### 5.1 INITIATIVE GERMANO-ITALIENNE

-----

CONFORMEMENT AU DESIR DU PARLEMENT, LES REPRÉSENTANTS DES DIX ONT MARQUÉ LEUR ACCORD SUR LE PRINCIPE D'ÉTABLIR UN CONTACT INFORMEL ENTRE LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LE BUREAU ELARGI POUR UNE DISCUSSION SUR LE PROJET D'ACTE EUROPÉEN AVANT MÊME QU'UNE POSITION COMMUNE SOIT ARRÊTÉE ENTRE LES DIX (PROBABLEMENT EN JANVIER PROCHAIN).

##### 5.2 REMUNÉRATIONS

-----

SUITE À L'ARRÊT DE LA COUR SUR L'EXAMEN ANNUEL 1980 DU NIVEAU DES REMUNÉRATIONS, LE CONSEIL A ACCUPTÉ LE 22 NOVEMBRE LES PROPOSITIONS INITIALES DE LA COMMISSION POUR UNE RÉVISION DES BARÈMES AUX 1ER JUILLET 1980 ET 81 (LE RELEVEMENT REPRÉSENTÉ EN MOYENNE 2.14 0/0 ET LE RAPPEL SERA VERSÉ AVEC LES TRAITEMENTS DE DÉCEMBRE PROCHAIN).

REMI Global Telegram

REMI Global Telegram

REMI Global Telegram

REMI Global Telegram

REMI Global Telegram

REMI Global Telegram

5.3 INFORMATION DES DELEGATIONS ET BUREAUX EXTERIEURS

CERTAINS DESTINATAIRES DE CE TELEX AURONT RECU AU DEBUT DE CETTE SEMAINE DES "FLASHES" TELEX DU SECRETARIAT GENERAL SUR DES CONCLUSIONS DU DERNIER CONSEIL A.G. PRESENTANT POUR EUX UN INTERET PARTICULIER (ELARGISSEMENT, ARRANGEMENTS ACIER 1983 ET PROCHE ORIENT).

CECI CONSTITUE LA PREMIERE APPLICATION D'UNE INITIATIVE DU S.G., CONCERTEE AVEC LES AUTRES SERVICES CONCERNES, EN VUE D'AMELIORER QUELQUE PEU L'INFORMATION DES DELEGATIONS ET BUREAUX INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS SUR DES CONCLUSIONS DE TRAVAUX AU NIVEAU DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES (COOPERATION POLITIQUE INCLUSE) LORSQU'ELLES PRESENTENT UN CARACTERE D'URGENCE. CETTE INITIATIVE SERA ETENDUE AUX TRAVAUX DU CONSEIL EUROPEEN.

L'INFORMATION SERA SELECTIVE, DANS LE CHOIX DES MATIERES ET DES DESTINATAIRES, DE FACON A EVITER TOUT DOUBLE-EMPLOI, NOTAMMENT AVEC LES INITIATIVES DES "DESK OFFICERS" ET DU PORTE-PAROLE.

LE SECRETARIAT GENERAL SERAIT HEUREUX DE RECEVOIR VOS COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS SUR CETTE INITIATIVE AINSI D'AILLEURS QUE SUR LE "TELEX HEBDOMADAIRE", NOTAMMENT LE CHOIX DES MATIERES, LES CONDITIONS DE TRANSMISSION ET EXPLOITATION SUR PLACE DE L'INFORMATION AINSI RECUE.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN